

La policière responsable de la vidéosurveillance à Nice accuse le ministère de l'Intérieur

EXCLUSIF - En poste le soir du 14 juillet, Sandra Bertin, chef du Centre de supervision urbain (CSU) de Nice et secrétaire générale du Syndicat autonome de la Fonction publique territoriale (SAFPT) Métropole-Ville de Nice, revient pour le JDD sur sa nuit aux commandes de la vidéosurveillance... Et se confie sur les pressions exercées par la place Beauvau.

A paraître dans le JDD : Sandra Bertin à la mairie de Nice, vendredi. (Eric Dessons /JDD)

Depuis quelques jours, la polémique enfle autour de [la présence de la police nationale à Nice](#) le soir du 14-Juillet. Dimanche, dans un entretien exclusif au JDD, [Sandra Bertin](#), la cheffe du Centre de supervision urbain (CSU) de Nice, accuse le ministère de l'Intérieur de l'avoir mise sous pression.

Quand [le camion de Mohamed Laouhaiej-Bouhlej](#) entre sur la Promenade des Anglais, ce 14 juillet, que voyez-vous sur vos écrans ?

Je me rappellerai toute ma vie de cette heure-là : 22h33. J'étais devant les écrans du CSU avec les équipes. Nous recevons alors des policiers municipaux positionnés sur la Promenade le signalant d'un camion fou. Nous récupérons tout de suite son image à l'écran et nous demandons son interception. Le camion était lancé à 90 km/h, sans phares, sans qu'on l'entende à cause du bruit. Il contourne le barrage de la police municipale. Les équipes n'ont pas pu l'arrêter. On ne crève pas les pneus d'un 19 tonnes avec un revolver! A ce moment-là, d'autres policiers municipaux sont en civil dans la foule, qui se retrouvent face à lui. S'ils avaient été armés comme nos collègues de la police nationale, une de nos revendications, ils auraient pu le stopper. Le poids-lourd se retrouve finalement face aux policiers nationaux, qui tirent et le neutralisent. Il est 22h34.

"J'ai été harcelée pendant une heure, on m'a ordonné de taper des positions spécifiques de la police nationale que je n'ai pas vu à l'écran"

La sous-direction anti-terroriste vous a demandé, le 20 juillet "l'effacement complet [des enregistrements de vidéosurveillance](#)" sur la Promenade pour cette nuit du 14 juillet afin d'éviter les fuites. Ce à quoi s'oppose la ville de Nice....

Le lendemain des attentats, le cabinet du ministre de l'Intérieur a envoyé un représentant au CSU qui m'a mis en ligne avec la place Beauvau. J'ai alors eu affaire à une personne pressée qui m'a demandé un compte-rendu signalant les points de présence de la police municipale, les barrières, et de bien préciser que l'on voyait aussi la police nationale sur deux points dans le dispositif de sécurité. Je lui ai répondu que je n'écrirais que ce que j'avais vu. Or la police nationale était peut-être là, mais elle ne m'est pas apparue sur les vidéos. Cette personne m'a alors demandé d'envoyer par email une version modifiable du rapport, pour "ne pas tout retaper". J'ai été harcelée pendant une heure, on m'a ordonné de taper des positions spécifiques de la police nationale que je n'ai pas vu à l'écran. A tel point que j'ai dû physiquement renvoyer du CSU l'émissaire du ministère! J'ai finalement envoyé par email une version PDF non modifiable et une autre modifiable (...)

Camille Neveux - Le Journal du Dimanche